

**Audience publique du 5 juin 2015**

Requête en sursis à exécution introduite par  
Monsieur XXX, L-XXX,  
par rapport à une décision du directeur de l'administration des Contributions directes  
en matière d'impôts directs – appel en garantie

-----

**ORDONNANCE**

Vu la requête inscrite sous le numéro 36308 du rôle et déposée le 19 mai 2015 au greffe du tribunal administratif par Maître Marianne Korving, avocat à la Cour, inscrite au tableau de l'Ordre des avocats à Luxembourg, au nom de Monsieur XXX, retraité, demeurant à L-XXX, tendant à voir ordonner un sursis à exécution d'une décision du directeur de l'administration des Contributions directes du 24 février 2015 portant rejet de la réclamation introduite par Monsieur XXX à l'encontre d'un bulletin d'appel en garantie émis en date du 26 février 2014 par le bureau d'imposition Sociétés Diekirch de l'administration des Contributions directes, en attendant que le tribunal administratif se soit prononcé sur son recours au fond, inscrit sous le numéro 36266 du rôle, déposé au greffe du tribunal administratif en date du 8 mai 2015 ;

Vu l'article 11 de la loi modifiée du 21 juin 1999 portant règlement de procédure devant les juridictions administratives ;

Vu les pièces versées en cause et notamment la décision critiquée au fond ;

Maître Marianne Korving, pour le demandeur, et respectivement Messieurs les délégués du gouvernement Jean-Lou Thill et Sandro Laruccia entendus en leurs plaidoiries respectives aux audiences publiques des 27 mai et 4 juin 2015.

---

Le 26 février 2014, le bureau d'imposition Sociétés Diekirch de l'administration des Contributions directes, dénommé ci-après le « bureau d'imposition », émit un bulletin d'appel en garantie (Haftungsbescheid) en vertu du paragraphe 118 de la loi générale des impôts du 22 mai 1931, appelée « Abgabenordnung », en abrégé « AO », à l'égard de Monsieur XXX en sa qualité d'administrateur-délégué ayant eu le pouvoir d'engager par sa signature

individuelle la société anonyme XXX S.A., ledit bulletin déclarant Monsieur XXX redevable d'un montant de 60.969,61 €

Par décision du 24 février 2015, le directeur de l'administration des Contributions directes, dénommé ci-après le « directeur », rejeta la réclamation introduite par le litismandataire de Monsieur XXX en date du 13 mai 2014 contre le prédit bulletin d'appel en garantie du 26 février 2014.

Par requête déposée au greffe du tribunal administratif le 8 mai 2015, inscrite sous le numéro 36266 du rôle, Monsieur XXX a fait introduire un recours tendant à la réformation, sinon à l'annulation de la décision précitée du directeur du 24 février 2015. – Par requête déposée en date du 19 mai 2015, inscrite sous le numéro 36308 du rôle, il a encore fait introduire une demande en sursis à exécution de la décision directoriale précitée du 24 février 2015 en attendant que le tribunal administratif aura statué sur le mérite de son recours au fond.

Le demandeur estime que les deux conditions légalement posées par l'article 11 de la loi modifiée du 21 juin 1999 portant règlement de procédure devant les juridictions administratives, ci-après dénommée la « loi du 21 juin 1999 », seraient remplies en cause.

Au titre de l'existence d'un risque de préjudice grave et définitif, le demandeur soutient qu'il ne disposerait pas des moyens personnels suffisants pour régler la somme qui lui est réclamée, de sorte que la décision directoriale sous examen lui causerait un préjudice grave et irréversible. Il fait dans ce contexte état de ce qu'en tant que personne physique se trouvant à la retraite, il disposerait d'une pension insuffisante pour pouvoir faire face au paiement des sommes lui réclamées par l'administration des Contributions directes. Ainsi, il fait état à l'appui de la requête sous examen d'un revenu annuel provenant de retraites néerlandaises et luxembourgeoises d'un montant total brut de 48.873,80 €, soit d'un montant brut mensuel de 4.077 €

Il estime aussi que son recours au fond présenterait de sérieuses chances de succès.

Au cours des plaidoiries à l'audience du 27 mai 2015, le délégué du gouvernement avait soumis au soussigné ainsi qu'au litismandataire du demandeur une farde de pièces contenant non seulement les déclarations pour l'impôt sur le revenu des années 2011 à 2014 que le demandeur avait déposées auprès de l'administration fiscale mais également un relevé de trois propriétés immobilières dont celui-ci était propriétaire à L-XXX. Sur base des renseignements se dégageant des pièces ainsi versées, le représentant étatique estime que le demandeur disposerait des moyens financiers adéquats pour procéder au paiement des sommes lui réclamées sur base de la décision directoriale sous examen, de sorte que la condition du préjudice grave et définitif ne serait pas remplie en cause.

A l'audience publique du 27 mai 2015, l'affaire avait été refixée pour la continuation des débats à l'audience publique du 4 juin 2015, afin de permettre au demandeur, ensemble avec son litismandataire, d'examiner les pièces ainsi versées par le délégué du gouvernement et de produire le cas échéant des pièces supplémentaires afin de renseigner le soussigné quant aux revenus et au patrimoine dont dispose le demandeur.

En vertu de l'article 11 de la loi du 21 juin 1999, un sursis à exécution ne peut être décrété qu'à la double condition que, d'une part, l'exécution de la décision attaquée risque de causer au demandeur un préjudice grave et définitif et que, d'autre part, les moyens invoqués à l'appui du recours dirigé contre la décision apparaissent comme sérieux. Le sursis est rejeté si l'affaire est en état d'être plaidée et décidée à brève échéance.

En ce qui concerne tout d'abord la condition tenant à l'existence d'un risque de préjudice grave et définitif, il convient de rappeler que le risque du préjudice s'apprécie *in concreto* et qu'il appartient au demandeur d'apporter des éléments à cette fin.

Un préjudice est grave lorsqu'il dépasse par sa nature ou son importance les gênes et les sacrifices courants qu'impose la vie en société et doit dès lors être considéré comme une violation intolérable de l'égalité des citoyens devant les charges publiques.

Il est définitif lorsque le succès de la demande présentée au fond ne permet pas ou ne permet que difficilement un rétablissement de la situation antérieure à la prise de l'acte illégal, la seule réparation par équivalent du dommage qui se manifeste postérieurement à son annulation ou sa réformation ne pouvant être considérée à cet égard comme empêchant la réalisation d'un préjudice définitif. - Pour l'appréciation du caractère définitif du dommage, il n'y a pas lieu de prendre en considération le dommage subi pendant l'application de l'acte illégal et avant son annulation ou sa réformation. Admettre le contraire reviendrait à remettre en question le principe du caractère immédiatement exécutoire des actes administratifs, car avant l'intervention du juge administratif, tout acte administratif illégal cause en principe un préjudice qui, en règle générale, peut être réparé *ex post* par l'allocation de dommages-intérêts. Ce n'est que si l'illégalité présumée cause un dommage irréversible dans le sens qu'une réparation en nature, pour l'avenir, ne sera pas possible, que le préjudice revêt le caractère définitif tel que prévu par l'article 11 de la loi du 21 juin 1999.

Un préjudice de nature essentiellement pécuniaire n'est pas, en soi, grave et difficilement réparable. En effet, pareil préjudice est, en principe, réparable puisqu'il peut être entièrement compensé par l'allocation de dommages et intérêts.

Il incombe partant au demandeur d'établir l'existence d'une circonstance particulière rendant le préjudice pécuniaire grave ou difficilement réparable.

S'il est vrai, comme le fait soutenir le demandeur, qu'un préjudice financier, notamment du fait d'une dépense importante qu'il serait contraint de faire en cas d'exécution de l'acte administratif querellé, est susceptible de constituer un préjudice grave et difficilement réparable, il n'en reste pas moins qu'il lui incombe de démontrer concrètement non seulement l'envergure de la dépense, mais aussi les répercussions graves risquant de le placer dans une situation financière intenable.

Or, en l'espèce, force est de constater qu'il ressort des pièces versées en cause par le délégué du gouvernement qu'au cours des années 2011, 2012, 2013 et 2014, le demandeur a déclaré des revenus de respectivement 245.358,76 €, 794.795,94 €, 210.537,26 € et 163.316,93 €. Par ailleurs, il se dégage des pièces étatiques que le demandeur est propriétaire de trois propriétés immobilières individuelles situées à L-XXX. Enfin, le délégué du gouvernement a versé un extrait du « *Share Purchase Agreement* » du 20 juin 2012 suivant lequel le demandeur a perçu une somme de 1.485.840 € au titre de la vente d'actions, dont

une copie également incomplète avait été versée par le demandeur lui-même au titre des pièces versées à l'appui de la requête sous examen.

Il échet tout d'abord de constater que les pièces ainsi versées par le délégué du gouvernement, et plus particulièrement le contenu de celles-ci, ne sont pas contestées par le demandeur. Il échet d'en conclure qu'*a priori*, le demandeur dispose de ressources financières confortables et ne saurait prétendre que l'exécution de la décision litigieuse le placerait dans une situation financière précaire.

En réaction aux pièces ainsi versées par l'Etat, le litismandataire du demandeur a versé, au cours des plaidoiries à l'audience du 4 juin 2015, un relevé établi par le demandeur lui-même dont il ressort que celui-ci estime être redevable d'un montant de 197.271,56 € au titre des impôts à payer à l'administration fiscale luxembourgeoise. Il ressort encore des pièces versées par le demandeur que celui-ci déclare, sans fournir de preuve afférente plus précise, être titulaire de trois comptes bancaires dont le solde créditeur total serait de 195.957,76 € au 1<sup>er</sup> janvier 2015, et de 144.236,83 € au 3 juin 2015, ces sommes devant servir, suivant les déclarations de son litismandataire, à apurer sa dette fiscale. Le demandeur fait encore déclarer, avec un relevé à l'appui, préparé par ses propres soins, disposer d'un revenu annuel au cours de l'année 2015 de 44.665,80 €, composé essentiellement sinon exclusivement des pensions de retraite touchées par lui, ce revenu annuel étant toutefois à compléter par un montant de 85.200 € dont il bénéficierait pour la même année au titre de revenus de capitaux, voire de revenus de location. Par ailleurs, il ressort d'un relevé préparé encore par le demandeur que celui-ci espère vendre deux immeubles situés aux Pays-Bas pour des sommes respectivement de 175.000 et 155.000 €, le même décompte faisant encore état d'un appartement situé à XXX aux Pays-Bas. Quant au produit de la vente des actions suivant le contrat précité du 20 juin 2012, le litismandataire du demandeur, sur question afférente du soussigné, déclare que la somme en question aurait servi, d'une part, à rembourser un prêt et, d'autre part, à des dons d'argent remis aux enfants du demandeur, aucune preuve afférente n'ayant toutefois été fournie en cause. Enfin, le demandeur a fait déclarer que les immeubles situés au Luxembourg étaient tous libres de prêts.

Au vu de l'ensemble des éléments qui précèdent et plus particulièrement des revenus conséquents dont bénéficiait le demandeur au cours des années 2011 à 2014, du produit de la vente de ses actions, suivant le contrat de vente du 20 juin 2012, précité, et des immeubles appartenant au demandeur, tant au Luxembourg qu'à l'étranger, il échet partant d'en conclure qu'il n'est pas établi que l'exécution de la décision litigieuse risque de causer au demandeur un préjudice grave et définitif, de sorte qu'il y a lieu de le débouter de sa demande en institution d'un sursis à exécution, sans encore examiner davantage la question du sérieux des moyens soulevés au fond, les conditions afférentes devant être cumulativement remplies, de sorte que la défaillance de l'une des conditions légales entraîne à elle seule l'échec de la demande.

**Par ces motifs,**

le soussigné, premier vice-président du tribunal administratif, siégeant en remplacement du président légitimement empêché, statuant contradictoirement et en audience publique ;

reçoit la requête en sursis à exécution en la forme ;

au fond, la déclare non justifiée et en déboute ;

condamne le demandeur aux frais.

Ainsi jugé et prononcé à l'audience publique du 5 juin 2015 à 15.00 heures par Carlo Schockweiler, premier vice-président du tribunal administratif, en présence du greffier André Weber.

André Weber

Carlo Schockweiler